

(57) Il faut trouver des instruments propres à chaque région pour régler les problèmes de productivité et de disparité régionale (Weldon, par. 4).

**Entrevue avec M. Doug Peters**  
**Vice-président**  
**Banque Toronto Dominion**  
**Toronto**  
**Le 11 juillet 1986**

(1) Au cours des années 50 et 60, décennies marquées par une forte croissance, ce sont surtout les dépenses gouvernementales qui ont fait avancer l'économie, contribuant ainsi à la réalisation de projets comme l'autoroute transcanadienne, la construction d'un grand nombre de nos universités, etc.

(2) Ces projets, qui avaient l'appui financier du gouvernement fédéral, étaient confiés aux provinces.

(3) Il importe au plus haut point de constater qu'à l'heure actuelle, ce sont surtout les projets énergétiques dans le domaine hydro-électrique, par exemple, où le gouvernement fédéral investit le plus. Par conséquent, les entreprises commerciales n'ont pas accru leurs mises de fonds.

(4) Par contre, si, pour réduire le déficit, le gouvernement se retirait du marché financier, le secteur commercial pourrait accroître ses dépenses, ce qui créerait néanmoins des problèmes d'ajustement au regard de la balance des paiements, etc.

(5) Nous pourrions aussi nous orienter vers une politique monétariste, sans toutefois oublier que des taux d'intérêt réduits doivent s'accompagner d'un taux de change à l'avenant. Les États-Unis autoriseraient-ils une réduction de ce taux? De telles politiques inciteraient à dépenser davantage. Il faudrait effectuer ces dépenses en tenant compte de leur incidence sur l'emploi.

(6) Si nous songeons à créer des emplois qui présentent une utilité sociale, il ne faut pas oublier que ce sont les régions où le chômage n'existe presque pas qui ont le plus grand besoin de services (garderies, services pour les personnes âgées, etc.). Les problèmes régionaux sont cruciaux.

(7) La mobilité devient importante. Pendant le boom qu'a connu l'Alberta, la migration des travailleurs s'est opérée très efficacement, mais leur retour n'a été ni rapide, ni efficace.

(8) Les régions défavorisées ne croient pas qu'il faille mettre sur pied des politiques favorisant la mobilité.

(9) La croissance de l'Ontario ne peut être accélérée sans créer des problèmes d'inflation. Pour les éviter, il faudrait élaborer une politique industrielle de concert avec les partenaires du secteur social.

(10) Même si la Commission de lutte contre l'inflation a réussi dans sa tâche, elle a détourné les entreprises de ce qu'elles savent le mieux faire, c'est-à-dire gérer et produire. Elles se sont alors attaquées à l'inflation aux dépens de la productivité.

(11) Envisagé sous l'aspect local, la question de l'emploi ne suscitera plus autant de problèmes bureaucratiques souvent liés à une intervention directe.

(12) L'entreprise réagira si le climat économique lui est véritablement favorable; les multinationales ne manqueront pas de s'installer là où elles peuvent rationaliser leurs dépenses.

(13) Les multinationales seraient attirées vers des régions à faible taux de chômage et à forte productivité si le Canada pouvait leur offrir de telles conditions.

(14) Dans bien des domaines, le Canada jouit d'avantages comparables à ceux des États-Unis. Nous n'avons pas mis au point notre propre technologie dans ces secteurs, à cause du fait que des étrangers sont les propriétaires de nos fabriques.

(15) Par exemple, il a fallu vingt ans au Japon pour mettre au point des produits de l'automobile destinés au marché nord-américain. Nous n'avons pas développé nos marchés de façon à pouvoir écouler des automobiles, par exemple, dans des pays comme le Japon, les Antilles, la Grande-Bretagne, Hong Kong, etc.

**Entrevue avec le docteur Georg Piskaty**  
**Chambre de commerce économique fédérale**  
**Vienne, Autriche**  
**Le 2 février 1987**

(1) La Chambre de commerce économique fédérale est un organisme autonome régi par des règlements. Les entrepreneurs autrichiens doivent en faire partie aux termes de la loi.